



À votre santé en Nord Pas-de-Calais Picardie

Nous sommes la région la plus déficitaire, la plus en retard sur les questions de santé.

Et pourtant, on assiste encore à l'accentuation de l'austérité avec des regroupements d'hôpitaux, des réductions de moyens. On nous demande encore de supprimer 50 millions d'euros sur la région. Les conditions de travail des personnels et l'accueil des patients se dégradent. Nous avons besoin d'élus régionaux combattifs pour résister et reconstruire.

La Loi de santé de M. Touraine, loin de revenir sur la Loi HPST, la conforte en élargissant le champ de compétence des Agences Régionales de la Santé (ARS), ayant tout pouvoir entre les mains de son Directeur régional, véritable préfet sanitaire régional, sous l'autorité du seul ministre de la Santé. Les élus se sont vus retirer tout pouvoir, pire encore pour les usagers et les professionnels de santé ou leurs organisations syndicales superbement ignorés.

Les élus territoriaux du Front de Gauche ont montré le rôle important qu'ils pouvaient jouer dans l'appréciation des besoins en matière de santé et d'offres de soins, et la manière d'y répondre. Ils sont particulièrement présents dans la défense des Hôpitaux et maternités de proximité, pour Clermont, pour Senlis, pour le CHI, pour Villemin hier et Doumer aujourd'hui, mais aussi dans la promotion des centres de santé ou pour exiger leur maintien quand ceux-ci sont menacés par les baisses de dotation de l'État ou les abandons mutualistes. Ils ont été présents aussi pour s'opposer au démantèlement des caisses de l'Assurance maladie et de la CPAM.

Nous plaillons pour une approche territoriale des inégalités de santé et de leurs déterminants, ainsi que de la définition des besoins de santé et de l'offre de soins hospitaliers comme ambulatoires.

Le territoire constitue une réalité spatiale, temporelle et historique qui doit être prise en compte dans l'élaboration et la conduite des politiques de santé, pour que celles-ci soient adaptées aux attentes et

aux spécificités des différents publics qui constituent la population locale (selon le sexe, l'âge, les modes de vie et les activités, les facteurs de l'environnement, l'urbanisme...) et qu'elles s'inscrivent durablement dans la vie des gens.

La démocratie sanitaire doit être le moteur d'un tel système. Le maillage sanitaire doit être un élément des politiques d'aménagement des territoires.

Par sa dimension et sa proximité vis à vis de ces publics, le canton ou le bassin de santé, ainsi que les collectivités locales qui lui correspondent, peut avoir un rôle irremplaçable en particulier dans le domaine de l'évaluation des besoins de santé, d'offre de soins tant en ambulatoire qu'en hospitalier.

C'est pourquoi, nous voulons relancer dans le cadre de ces Régionales, la proposition que nous avançons lors des élections départementales de demander la mise en place de Conseils cantonaux (ou de bassins) de santé, qui seraient l'outil pertinent à ce territoire.

Ces conseils cantonaux (ou de bassins) de santé veilleront à l'expression des besoins de santé de manière spécifique pour le secteur concerné (y compris en matière de démographie médicale en vue de définir les besoins de professionnels de santé), valideront la réponse à ces besoins apportée sur le territoire concerné et contrôleront démocratiquement la mise en œuvre des réponses. Cela permettra les réajustements indispensables et les évaluations démocratiques.

L'Humain d'abord est la liste citoyenne du Front de gauche qui réunit des acteurs du mouvement social, syndical, associatif, écologiste, altermondialiste et citoyen, des élus et des personnalités.



La territorialisation peut être un instrument permettant de concilier les objectifs d'égalité et de proximité. La remontée de ces besoins par canton, coordonnée à l'échelle départementale, ferait du département le bon niveau entre le cadre régional, où se prennent les décisions et celui du local où elles devraient s'appliquer, en tenant compte des spécificités de chaque territoire et de ses habitants pour élaborer des politiques de santé. Aller vers une approche territoriale de la santé, c'est d'abord redonner aux hôpitaux de proximité les moyens de mieux fonctionner. L'urgence consiste à en finir avec un mode de financement calibré sur le volume d'activité ou la T2A. Il faut permettre aux hôpitaux d'être financés en rapport avec le service effectivement rendu.

Le lien, entre les structures et les professionnels d'un même territoire, doit être fluidifié.

C'est la logique de cette approche par « filière de santé territorialisée ». En ce sens, le travail en réseau doit être encouragé, les moyens en temps humain, en moyens techniques de communication, en moyens de transports doivent être dégagés et considérés comme indispensables à la couverture sanitaire de la région.

L'articulation doit être renforcée entre les différents niveaux : Centres de santé, médecine ambulatoire et proximité, Hôpitaux locaux et généraux, Centres hospitaliers régionaux et centres de références et d'expertise. Il s'agit clairement de diminuer les pertes de chances qui aujourd'hui ont gravement augmentées.

Il faudra aussi des mesures pour inciter les médecins à s'installer en zone rurale et périurbaine.

L'environnement médical (hôpital de proximité, centres de santé...) devra s'articuler avec la relance des zones rurales et périurbaines.

L'isolement, non seulement médical mais aussi en terme d'éducation, de culture, de transport, de ces zones participe de leur faible attractivité.

Pour ces Régionales, contrairement à ce que dit l'enfumage médiatique, rien n'est écrit, vous pouvez tout changer, votez pour la vraie gauche.

Les propositions du Front de gauche pour la région

- mettre fin aux fermetures et démantèlement des hôpitaux, maternités
- s'opposer au financement à l'activité (T2A) et permettre un financement en rapport avec l'utilité sociale
- reconstruire et développer un service public de santé basé sur la proximité et la qualité des soins
- favoriser la mise en réseau des hôpitaux entre eux et la médecine ambulatoire
- assurer la promotion des centres de santé, des centres de planification et d'IVG
- mettre en place une filière publique de la prise en charge de la perte d'autonomie, à tous les âges de la vie, avec le renforcement et la coordination des services publics
- faire obstacle à la loi sécuritaire de la psychiatrie et promouvoir un débat national pour une psychiatrie progressiste
- promouvoir la santé publique, notamment pour la relance des formations, la prévention, avec des moyens accrus et pérennes
- mettre en place une véritable politique de sécurité sanitaire, sous le contrôle démocratique et la mobilisation permanente de tous les acteurs.

Là encore, c'est d'une vision globale et dynamique de la société dont il s'agit. La fermeture d'une ligne de chemin de fer « non rentable » induit un enclavement dont les conséquences sont multiples.

Dans le même temps des mesures immédiates seront prises pour favoriser l'installation des professionnels de santé : logement, primes, rémunération.

Vu, les candidats - IPNS - Ne pas jeter sur la voie publique



Donnez votre avis, entrez dans l'action !

Nom et prénom

Adresse postale

.....

.....

Adresse E-mail

Téléphone

- Je souhaite participer à la campagne
- Je rejoins le comité de soutien
- J'appelle à voter pour la liste l'Humain d'abord

À retourner à : L'Humain d'abord - 8, rue de Beauvoisis - 60100 Creil • lhumaindabord60@gmail.com